

hémisphérique global et elle mettra de l'avant des propositions concrètes pour faire avancer le processus.

Le Canada se fixe pour objectif de libéraliser le commerce dans tout l'hémisphère et au delà, à l'échelle régionale si possible et de façon bilatérale si nécessaire. Nous négocions déjà des accords bilatéraux d'investissement avec certains partenaires internationaux, et il nous faudra envisager de conclure des accords bilatéraux de libre-échange si d'autres avenues devaient nous être fermées.

En raison de la négociation et de la mise en oeuvre de l'ALENA, le Canada a concentré son attention au sud, sur le reste de l'hémisphère, ces dernières années. Il doit aussi commencer à faire fond sur les résultats de l'Uruguay Round et explorer de nouvelles façons d'étendre ses relations commerciales à l'est — par delà l'Atlantique — en Europe et à l'ouest — par delà le Pacifique — en Asie.

L'impulsion en faveur de la libéralisation des échanges dans l'hémisphère et dans le reste du monde est très nette et le Canada cherche à la maintenir; c'est d'ailleurs pourquoi je tiendrai une rencontre des ministres du Commerce du Japon, des États-Unis et de l'Union européenne le printemps prochain. Nous espérons profiter de l'occasion pour dégager un consensus sur de nouvelles initiatives commerciales qui seront examinées au Sommet du G-7 à Halifax en juin.

L'objectif du Canada est de lever les obstacles au commerce partout où c'est possible et de fournir à ses entreprises un meilleur accès aux marchés. Mais il faut aussi faire plus pour permettre aux firmes canadiennes d'exploiter nos initiatives à ce chapitre et d'accroître leur présence sur des marchés clés.

Depuis 100 ans, le Service des délégués commerciaux est la pierre angulaire des efforts d'expansion du commerce déployés par le Canada. Tant les Canadiens que leurs concurrents l'ont reconnu comme l'un des meilleurs services de représentation commerciale officielle au monde.

Mais, en cette année qui vient souligner son centenaire, nous regardons vers l'avenir pour nous assurer que le Service des délégués commerciaux continuera de fournir aux exportateurs le soutien dont ils ont besoin.

C'est dans cet esprit que notre gouvernement s'est engagé à procéder à un examen approfondi des programmes de promotion du commerce, et aussi du Service des délégués commerciaux.

Nous avons déjà reçu une rétroaction de nombreuses sources. Diverses associations industrielles nous ont fait part de leurs suggestions et j'ai moi-même rencontré les représentants d'un bon nombre de petites et moyennes entreprises [PME] d'un bout à l'autre du Canada.